

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 133 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2831 - Prix : 1€

**Macron contre les  
immigrés : un pas de  
plus vers la droite**

*Page 9*

**Indexation des salaires :  
une nécessité vitale**

*Page 3*

**Le Medef Réunion et  
ses soutiens**

*Page 6*

**Faites le 15, disent-ils !**

*Page 8*

**Dans les entreprises**

**Grève pour les  
salaires à Reunilab**

**Ça bouge à La Poste  
de Saint-Benoît !**

*Page 10*

**Brésil**

**Bolsonaro s'en va, la  
crise reste**

*Pages 12*

**Guerres,  
inflation...**

**Le capitalisme  
nous enfonce  
dans la crise**

Creative Commons-Patrick Stiegler

Secours populaire

## Guerre et crise : le capitalisme nous enfonce !

La crise climatique est source d'inquiétude mais elle n'est pas la seule. Où que l'on regarde, c'est la crise.

C'est la crise politique, avec la guerre en Ukraine et l'angoissant jeu de poker menteur autour de l'arme nucléaire. C'est la crise énergétique avec des factures de gaz et d'électricité qui s'envolent et le retour des pénuries. Et c'est la crise économique. Aujourd'hui, elle se manifeste surtout par la flambée des prix, mais demain, elle sera marquée par des faillites et des licenciements de masse.

Tous les gouvernements promettent progrès, paix et harmonie, et ils nous mènent au précipice.

Quelle est la politique des dirigeants occidentaux face à la guerre en Ukraine ? C'est de l'alimenter en fournissant plus d'armes, de moyens de renseignement et d'instructeurs. Biden, avec l'assentiment de seconds couteaux du genre de Macron, profite de ce que Poutine a déclenché les hostilités, après des années de pressions occidentales, pour affaiblir durablement la Russie et renforcer l'impérialisme américain dans l'est de l'Europe.

Les maîtres du monde ne sont pas en train de nous sortir de la guerre, ils nous y enfonce ! Ils sont tous en train de se réarmer et de la préparer. En plus de la guerre en Ukraine et des risques d'extension à toute l'Europe, ils anticipent une guerre contre la Chine. Pour les États-Unis, la Chine de Xi Jinping est le principal concurrent à abattre. Et la propagande occidentale en a déjà fait l'ennemi public numéro 1.

Alors que les pays européens sont dépendants les uns des autres tant sur le plan économique que sur le plan énergétique, l'Union européenne est incapable d'élaborer une politique commune, ne serait-ce que pour assurer la fourniture de gaz et d'électricité à tous.

C'est le "chacun pour soi". Les États qui en ont les moyens, comme l'Allemagne, sortent le carnet de chèques pour sauver la mise de leurs capitalistes, tandis que les autres, moins riches, crient à la concurrence déloyale. Le couple franco-allemand présenté comme le moteur de l'Union européenne se déchire au point que certains commentateurs reparlent du spectre de la guerre entre la France et l'Allemagne !

Les transformations énergétiques et les chantiers de rénovation thermique qui nécessitent des centaines de milliards d'investissements sont remis à demain. Dans l'urgence, tous les gouvernements de l'Union européenne se ruent sur le gaz de schiste et la construction de terminaux méthaniers pour stocker le gaz naturel liquéfié importé d'autres continents. Ils font aussi redémarrer des centrales à charbon ; c'est vrai en Allemagne comme en France. On n'aura donc jamais autant parlé de transition climatique et pollué en même temps !

« Il nous faut gouverner en pleine tempête », se justifient-ils. Sauf que cette tempête n'est pas le produit du déchaînement des éléments naturels, mais le résultat de leur faillite.

Il ne s'agit même pas de la qualité et des compétences du personnel politique. Ces crises sont le fruit d'un système capitaliste dominé par des rapaces qui vont là où la recherche du profit, l'exploitation et la concurrence les mènent. Et ces rapaces sont prêts à faire tout et n'importe quoi, y compris à mettre toute l'économie par terre comme le font aujourd'hui les grands groupes énergétiques.

C'est pour sauvegarder ce système complètement fou que le gouvernement demande aux travailleurs de sacrifier leur pouvoir d'achat, leurs droits à la retraite et au chômage. Il ne faut pas l'accepter.

Les plus riches et les grands groupes capitalistes se sortiront toujours des crises et des guerres. Ils sauront même y trouver leur bonheur, c'est déjà le cas aujourd'hui des capitalistes de l'énergie et de l'armement. Les travailleurs, eux, en seront les premières victimes et, pour sauver leur peau, ils n'auront pas d'autre choix que de se battre.

Marx avait dit des travailleurs qu'ils n'avaient rien à perdre que leurs chaînes. Ces mots ont toujours résonné avec force dans la conscience des travailleurs les plus exploités. Dans les périodes de crise et de guerre, ils trouveront encore plus d'écho et aideront les travailleurs à aller jusqu'au bout de leur combat : arracher le pouvoir économique et politique à une classe capitaliste qui nous pousse vers l'abîme.

## Indexation des salaires : une nécessité vitale

Lors de son interview sur France 2 mercredi 26 octobre, Macron s'est opposé à l'indexation des salaires sur les prix, déclarant qu'avec une telle mesure « on entretient la hausse des prix et on a une boucle prix-salaires que l'on n'arrête plus ». Tout un chacun peut cependant constater que les prix n'ont pas besoin d'être poussés par les salaires pour décoller, et qu'il est devenu vital que les salaires parviennent à rattraper les prix. La responsabilité de l'inflation, c'est bien du côté de la voracité des capitalistes et des spéculateurs qu'il faut aller la chercher, pas dans le porte-monnaie des travailleurs.

Le second argument avancé par les adversaires de l'indexation des salaires consiste à répéter qu'elle au-

rait été mise en place en France pour protéger le pouvoir d'achat en 1952, sous le gouvernement Pinay, mais que la gauche a dû abandonner cette mesure en 1983 pour sauver le pays de l'inflation. En réalité, dans les années 1950 et les suivantes, la plupart des conventions collectives n'intégraient que l'obligation d'ouvrir des négociations en cas de hausse des prix, ce qui ne contraignait pas le patronat à grand-chose. Seules la combativité et l'organisation des travailleurs, renforcées dans une situation de plein emploi, ont permis d'arracher une hausse progressive du salaire ouvrier.

Quant à la gauche, victorieuse en 1981 en promettant avec Mitterrand la rupture avec le capitalisme et la

venue des jours heureux, elle a bien fait tout ce qu'elle a pu pour en finir avec les augmentations de salaire, mais sans avoir à abolir une échelle mobile qui n'existait pas dans la réalité. Le gouvernement PS-PC d'alors imposa un blocage général des salaires en 1982, puis limita les augmentations à des niveaux inférieurs à l'inflation.

À l'époque comme aujourd'hui, la question fondamentale reste de prendre sur les profits du patronat pour financer les augmentations de salaire. Des augmentations générales de 400 euros au moins et l'indexation des salaires sur le coût réel de la vie peuvent devenir l'objectif commun d'une lutte de tous les travailleurs.

## Le véritable coût de la vie

D'après l'Insee, les prix auront augmenté en octobre de 6,2 % sur un an. L'indice officiel des prix est élaboré en n'y comptant le logement que pour 15 % des dépenses et les carburants pour moins de 2 %. Et lorsque les fonctionnalités des téléphones ou des ordinateurs augmentent, mais que leur prix de vente est stable, l'Insee, l'organisme qui calcule l'inflation, considère qu'en fait, à qualité équivalente, le prix de ces produits diminue.

Des biens qu'on n'achète que très rarement, comme l'électroménager ou la voiture, sont également pris en compte, ce qui contribue à minorer l'impact des dépenses quotidiennes, surtout si ce sont les produits de consommation courante qui augmentent le plus, comme aujourd'hui. Ainsi, les relevés des prix alimentaires font état d'une hausse de 10 % sur un an. Le « panier du 20 h » établi par des journalistes de France 2 fait état, lui, d'une hausse de 12,4 % sur la même période.

En guise de coup de pouce au

pouvoir d'achat, la Préfecture de La Réunion a mis à jour son fameux Bouclier-Qualité-Prix de 143 produits, en accord avec les capitales des grandes surfaces qui font mine de baisser certains prix...pour en augmenter d'autres.

Imposer l'indexation des salaires sur les prix devra donc aller de pair avec le contrôle ouvrier sur l'évolution réelle du coût de la vie.



### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 12 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 13 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 18 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 19 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

## Prix alimentaires : les géants du secteur se gavent

Les géants de l'agroalimentaire, Danone, Nestlé, Coca-Cola et d'autres, ont annoncé des hausses de leur chiffre d'affaires et des profits impressionnants. Ils ont en effet réussi à compenser la baisse des volumes de vente en augmentant leurs tarifs !

Dans les supermarchés, les prix ne cessent d'augmenter ; ou bien, pour le même prix, les quantités vendues ont été réduites. La bouteille d'un litre est souvent remplacée, en douce, par une bouteille de 75 cl. De l'aveu même des dirigeants de ces groupes, ces hausses de prix ne sont pas nécessairement dues aux hausses des prix de l'énergie. Le directeur de Danone France a expliqué, par exemple, que les bouteilles d'Évian de 50 cl sont plus chères parce qu'elles sont faites « en plastique qui provient de bouteilles déjà utilisées » et que, selon lui, « le débat, c'est le modèle qu'on veut ». Si on veut « de l'économie circulaire, une protection de la planète », dit-il, il faut payer le prix !

La grande distribution a prétendu défendre le consommateur en cherchant à négocier avec ses fournisseurs des hausses modérées, en allant dans certains cas jusqu'à cesser de



vendre certains produits. On peut voir alors des rayons vides avec des étiquettes disant : « Chers clients, nous sommes désolés de vous informer que vous ne trouverez pas les produits de notre fournisseur. » C'est ce qu'ont fait les enseignes Intermarché et Casino en retirant des rayons les fameuses bouteilles d'Évian de 50 cl.

Le calcul des distributeurs est de mettre en avant leurs propres produits, prétendument meilleur marché, mais dont ils ont aussi fait monter les prix, parfois plus que ceux des industriels. Un bras de fer est ainsi engagé

entre la grande distribution et les grandes marques de l'agroalimentaire à l'échelle internationale. En Allemagne, des produits Danone ont été retirés des rayons des supermarchés Aldi et Lidl. Les barres chocolatées du géant américain Mars l'ont été des deux plus importantes chaînes de distribution du pays. Quant aux clients, ils ne peuvent que subir les augmentations de prix, qu'ils viennent de la grande distribution ou des industriels.

## Budget : coup de pouce à peine visible

Le gouvernement a pour slogan : « Contre la hausse des prix, l'État agit. » Cela se traduit par une aide aux ménages se chauffant au fioul versée le 8 novembre et fonction des revenus. Ainsi, 1,6 million de foyers devraient toucher de 100 à 200 euros.

À cela s'ajoute le chèque énergie exceptionnel de 100 à 200 euros, qui concernera 12 millions de foyers et viendra s'ajouter au chèque énergie annuel déjà adressé à 5,8 millions de ménages en 2022. Le bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz sera prolongé en 2023, le gouvernement limitant ainsi la hausse de leurs tarifs à 15 % maximum. Enfin, la remise de 30 centimes sur le carburant sera prolongée jusqu'à la mi-novembre, après

avoir déjà été augmentée une fois et prolongée deux fois.

Nouveau prix de l'électricité



La distribution de chèques et ristournes, en particulier à ceux qui ont les revenus les plus modestes, n'empêchera cependant pas la hausse des prix de grignoter inexorablement le pouvoir d'achat de la population laborieuse. Non seulement ces mesurées ne couvrent pas l'augmentation

réelle des prix, mais elles ne seront pas prolongées indéfiniment. Le gouvernement « agit » à l'image de ses homologues européens, son souci est d'abord d'éviter l'explosion de revendications que l'inflation pourrait provoquer. Cela non plus, il n'y réussira pas indéfiniment.



## 49.3 et motions de censure : cinéma au Palais Bourbon

Lundi 31 octobre, la Première ministre a utilisé pour la troisième fois l'article 49.3 afin d'imposer un volet de son budget. Pour la troisième fois les amendements que les oppositions, éventuellement unies, avaient votés ont été annulés, le débat interrompu, le budget adopté sans vote.

Pour la troisième fois aussi LFI, le parti de Mélenchon, a proposé une motion de censure. Malgré l'appui des députés du RN de Marine Le Pen, chacun sait que la motion ne sera pas adoptée et que le gouvernement Borne et sa politique resteront en place.

Jean-Luc Mélenchon, prévoyant que le même scénario va se répéter à quatorze reprises, s'explique ainsi sur la stratégie d'opposition du groupe LFI. Tout d'abord, il se félicite du fait que des amendements

proposés par ses députés ou leurs alliés aient recueilli une majorité, même si le gouvernement finit par les rejeter du seul fait du 49.3. Par exemple, la proposition d'une rallonge de 12,5 milliards d'euros du budget de la rénovation thermique des logements, adoptée par la gauche, quelques voix de droite et le RN, n'a existé que le temps qu'Élisabeth Borne arrive avec son 49.3.

Ces 12,5 milliards d'euros seraient bien insuffisants pour rénover les millions de logements passoires. En fait, ce chiffre n'est pas avancé en fonction des besoins réels du logement populaire, mais pour les besoins politiques de LFI à l'Assemblée, c'est-à-dire sa volonté de présenter des amendements consensuels, acceptables par les autres partis d'opposition. Les députés de LFI ne parlent pas à leurs

électeurs, encore moins aux travailleurs : ils s'adressent à leur « chers collègues », pour mettre en particulier les députés LR au pied du mur, les inciter à voter la même motion de censure, tout en sachant fort bien qu'ils ne le feront pas.

Depuis toujours, des députés élus avec les suffrages populaires ont prétendu remplacer la lutte consciente des travailleurs par les combines parlementaires. Leur manque prévisible de résultats ne les empêche pas d'être gonflés de leur propre importance et de se croire le centre du monde. Les révolutionnaires du 19e siècle appelaient cela, déjà, le crétinisme parlementaire.

## Défiscalisation prolongée jusqu'en 2029 : encore de beaux jours pour les spéculateurs

Le projet de finances (PLF) 2023 que le gouvernement a fait passer en force en utilisant l'article 49-3 de la constitution comporte des dispositions favorables au patronat comme la suppression de la Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), un cadeau de l'État qui fera économiser à celles-ci la bagatelle de 8 milliards d'euros l'an prochain.

Mais il y a une autre disposition qui ravit aussi les capitalistes, ceux qui spéculent sur l'immobilier, c'est la prolongation de la défiscalisation jusqu'en 2029 alors qu'ils craignaient qu'elle ne s'éteigne en 2025.

Jérôme Isautier, un des représentants du patronat réunionnais au sein de la FEDOM, s'est publiquement réjoui de cette décision gouvernementale en déclarant : « *Nous saluons l'esprit d'écoute et le travail mené de concert avec le gouvernement et le parlement pour obtenir ces avancées* ».

Ces milliards de cadeaux aux spéculateurs immobiliers, c'est autant



d'argent que l'État ne consacrera pas à la construction de logements sociaux de qualité qui manquent aujourd'hui à 30 000 familles réunionnaises.

Avec ce soutien aux parasites de la société, non seulement la pénurie de logements continuera, mais aussi son corollaire, leurs prix de plus en plus inabordables.

Assez de cette politique au service des plus riches ! L'argent de l'État doit servir à répondre aux besoins de la population laborieuse et sous son contrôle !

## Le Medef Réunion et ses soutiens

L'assemblée générale du Medef qui s'est tenue le 25 octobre a vu la reconduction à sa tête de Didier Fauchard. Celui-ci y a tenu un discours que le patronat aime bien entendre et qui consiste à quémander toujours plus d'aides de la part de l'État pour soi-disant permettre aux petites entreprises d'exister, mais qui au final permettent aux plus grandes de s'en mettre plein les poches.

C'est dans ce registre-là qui se veut social (les petites entreprises créent à La Réunion le plus grand nombre d'emplois... souvent les plus précaires et les plus mal payés!) que le président du Medef Réunion a

orienté son discours.

Il s'est dit préoccupé de l'image persistante dans la population du « chef d'entreprise agent de précarité ». Il a encore du souci à se faire et pour cause !

Le préfet Filippini, représentant de l'État, présent à cette assemblée, a tenu à rappeler au syndicat patronal que « *La Réunion* (ou plutôt sa classe patronale) *ne se porte pas si mal* » et que « *cela est dû à l'efficacité de l'action de l'État* » (ses subventions au patronat).

La présidente de région, Huguette Bello, s'est déclarée « favorable à un investissement massif dans la forma-

tion des jeunes, mais aussi à des allègements de charges en faveur de certains secteurs exposés ». Un discours que les patrons présents ont dû boire comme du petit lait !

Ainsi donc les patrons de La Réunion, soutenus par l'État et les dirigeants des collectivités territoriales peuvent être rassurés. Le danger ne viendra pas de ce côté-là !

Souhaitons qu'il vienne bientôt du camp des travailleurs qui a lui toutes les raisons de lui demander des comptes et des augmentations de salaires !

## Embouteillage de méthaniers : le capitalisme dans le gaz

**La crise gazière actuelle, les embouteillages de méthaniers devant les ports européens, alors qu'on demande aux familles de se restreindre, donnent une illustration frappante de l'absurdité du capitalisme.**

En faisant monter les enchères en Europe centrale, les États-Unis ont délibérément pris le risque de la guerre en Ukraine et de l'une de ses conséquences : la fermeture des gazoducs russes fournissant l'Europe. Le prix du gaz a aussitôt explosé, immédiatement suivi du prix de location des méthaniers qui servent à le transporter et des installations portuaires capables de le recevoir et de le transformer.

Les industriels du secteur et les financiers du monde entier se sont rués sur l'aubaine, contribuant à une hausse vertigineuse des prix. Les premiers à en profiter ont été les producteurs américains de gaz de schiste, et les oligarques russes qui ont trouvé de nouveaux clients. Puis, la valeur des chargements des méthaniers augmentant au fur et à mesure de leur parcours, les navires ont convergé vers les ports d'Europe et les pays prêts à payer le gaz au prix fort. Les commandes de méthaniers et d'unités flottantes de



Qatargas

stockage et de regazéification se sont multipliées, leur prix et celui de leur location ont également explosé.

À coups de centaines de milliards, les réservoirs de gaz européens ont donc été remplis. Mais avec le ralentissement de l'économie, la consommation de gaz est retombée. À la fin du mois d'octobre, il y avait donc des dizaines de méthaniers, loués des centaines de milliers de dollars par jour, chargés à ras bord d'un gaz payé très cher au départ et attendant de pouvoir décharger en Europe. Ils sont maintenant à l'ancre ou font des ronds dans l'eau, à un

tarif prohibitif. Le prix du gaz, invendable car impossible à stocker en Europe pour l'instant, est donc reparti à la baisse, entraînant avec lui quelques spéculateurs aux reins trop peu solides et occasionnant un nouveau spasme d'une économie mondiale déjà mal en point.

C'est caractéristique de ce que Marx appelait l'anarchie de la production. Il y voyait l'une des raisons de la non-viabilité du capitalisme et de la nécessité de son renversement par les travailleurs. On n'a rien dit de mieux sur le sujet depuis.

## Comment maquiller les chiffres du chômage à la sauce Macron

Le gouvernement, le patronat et la préfecture de La Réunion se vantent d'avoir relancé l'emploi dans l'île et d'avoir fait reculer le chômage, mais qu'en est-il vraiment et quel en est le prix payé par les travailleurs ?

Une étude récente de l'INSEE montre que l'embellie l'est bien pour les patrons, mais pas pour les travailleurs.

Les patrons de La Réunion emploient ainsi 23 % de leurs salariés sous contrats précaires (contre 19 % dans l'hexagone).

CDD, Intérim (augmentation de

27 % entre 2019 et 2021) et plus récemment contrats de professionnalisation sont largement utilisés par les capitalistes à La Réunion, car ils leur permettent de gérer leurs effectifs en fonction de la fluctuation de leurs commandes et ils les exonèrent de l'obligation de verser des indemnités de fin de contrats aux salariés qu'ils cessent d'employer. Ils bénéficient en plus des exonérations de cotisations patronales accordées généreusement par le gouvernement.

Ce sont des travailleurs corvéables à merci, bien souvent

« polyvalents », qu'ils paient au plus bas et qui, étant de passage, n'auront pas le temps de s'organiser pour revendiquer de meilleures conditions de travail (salaires et autres).

Ces contrats sont donc une aubaine pour le patronat et le gouvernement peut donc se targuer d'avoir fait baisser les chiffres du chômage, même s'il s'agit, par quelques stratagèmes, d'en faire baisser artificiellement les chiffres.

### Patrons assassins, la loi complice

Le site de Radio France rappelle dans son édition du 25 octobre dernier dans quelles conditions un employé de la société France Balayage avait perdu la vie le 7 juillet 2016 :

« Sur la route il avait perdu le contrôle de son véhicule après avoir travaillé plus de 70 heures la semaine précédent son accident.

Le jour de son décès, il avait travaillé jusqu'à 6 heures du matin après être resté au volant de sa balayeuse industrielle pendant 14 heures consécutives à l'aéroport de Beauvais.... avant de prendre la

route pour se rendre sur un chantier dans la Somme. Il devait y être à neuf heures. C'est là qu'il a perdu le contrôle de son véhicule.

La veille il avait appelé sa femme et lui avait dit, à propos de ses employeurs : "Ils veulent ma mort."

Et l'article de continuer ainsi : « Le patron et son fils ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Beauvais. L'un à huit mois de prison avec sursis, l'autre à 24 mois de prison avec sursis pour homicide involontaire par la violation délibérée d'une obligation de

sécurité ou de prudence dans le cadre du travail. Ils ont aussi l'interdiction de gérer une entreprise pendant trois ans. La société va devoir s'acquitter d'une amende de 10 000 euros ».

Les patrons assassins de travailleurs n'ont rien à craindre des tribunaux bourgeois qui ferment les yeux sur leurs agissements criminels. À peine ont-ils droit à un petit coup de baguette sur les doigts qu'ils peuvent recommencer à gérer leur entreprise comme si de rien était.

### Accidents de travail : les patrons responsables s'en lavent les mains !



À La Réunion, les inaptitudes professionnelles augmentent. De 515 déclarées en 2017, leur nombre est passé à 821 en 2021.

Les deux grandes causes d'inaptitude au travail sont liées aux risques psychosociaux (harcèlement patronal au travail, cadences infernales) et les troubles ostéo-articulaires (dû au port de charges lourdes, à l'absence d'engin de levage, à l'obligation de travailler les bras levés ou tendus, à l'absence de formation « gestes et postures »).

En un mot ces accidents de travail surviennent la plupart du temps parce que les patrons exigent toujours plus

des travailleurs, parce qu'ils ne veulent pas investir dans la sécurité et préfèrent abîmer le corps de leurs salariés plutôt que d'écorner leurs profits.

Responsables des dégâts faits aux travailleurs, les patrons freinent des quatre fers quand il s'agit de réinsérer ceux qu'il ont rendus handicapés. Ainsi dans les entreprises privées de La Réunion, seuls 2,84 % sont des travailleurs handicapés alors que la loi exige qu'ils soient 6 % des effectifs (Le Quotidien du 28 octobre 2022).

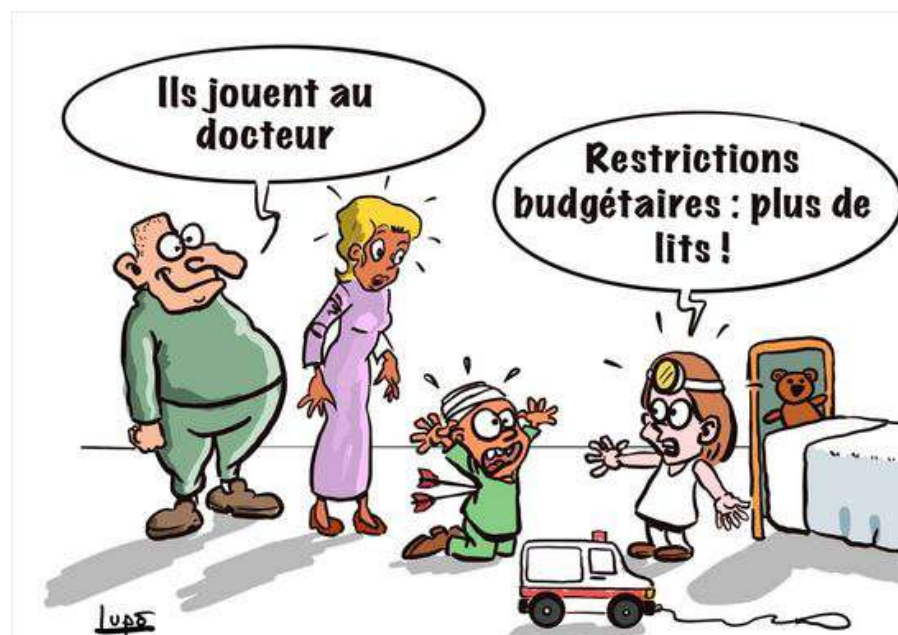
## Pédiatrie : la crise s'approfondit

Plus de trente très jeunes enfants nécessitant d'être hospitalisés en réanimation pédiatrique ont dû être transférés hors d'Île-de-France, parfois à plusieurs centaines de kilomètres, pour cause de fermeture de lits.

En France, l'épidémie de bronchiolite hivernale ne fait que débiter et déjà, dans d'autres régions, les services de pédiatrie sont sur le point d'être débordés.

Des milliers de professionnels de la pédiatrie hospitalière avaient pris les devants de cette crise en signant une tribune adressée à Macron fin octobre. Le 2 novembre, une délégation a porté ce texte directement à l'Élysée et expliquait « *qu'il y a des services en France où une infirmière s'occupe de seize enfants malades la nuit. C'est inadmissible. On ne peut pas soigner correctement les enfants.* » De là à espérer du président une solution...

Les hospitaliers savent parfaitement que les conditions de travail de plus en plus dures n'attirent pas assez dans la profession, surtout lorsque les salaires sont insuffisants pour compenser les horaires contraignants et la surcharge de travail. C'est une des



raisons de la fermeture de lits.

Les services pédiatriques ont accueilli fraîchement les 150 millions d'euros promis en urgence par le ministre de la Santé : « *On a l'impression d'être sur le Titanic, et que le gouvernement est en train d'écooper avec une cuillère en plastique.* » L'appel ministériel aux parents d'enfants atteints de bronchiolite, leur disant de ne pas venir à l'hôpital et de s'adresser aux pédiatres de ville, quand il en reste, a

été pris comme un dégageant en touche. De même que l'annonce de l'organisation au printemps d'assises de la pédiatrie, pour répéter dans six mois ce que chacun sait déjà sur la crise actuelle.

Tant que les gouvernements feront des économies sur les budgets des hôpitaux, la santé publique ira de crise en crise. Jusqu'à ce que le million de travailleurs hospitaliers du pays disent que vraiment, ça suffit.

### Faites le 15, disent-ils !

**Le week-end du 29-30 octobre, les médecins de garde de l'île s'étaient mis en grève à l'appel de l'association Med Run Effect, qui regroupe 9 des 11 cabinets de garde de La Réunion.**

Cette poussée de fièvre des médecins libéraux a été provoquée par la décision de l'ARS de les faire rentrer dans les clous de la réglementation nationale qui s'applique à la permanence des soins ambulatoires (PDSA), en passant systématiquement par le « 15 ».

Les porte-parole de Med Run Effect estiment que cette régulation par le 15 pourrait entraîner une diminution de consultations auprès des médecins de garde qui reçoivent 3 à 4 000 patients chaque week-end soit 30 % des passages aux urgences, et

les pousser vers celles-ci qui sont aujourd'hui dans un état « catastrophique ». Selon eux, il ne faudrait pas dissuader les patients qui se rendent directement aux centres médicaux d'urgence et casser du jour au lendemain ce modèle « atypique » qui fonctionnerait plutôt bien et qui, selon le même audit commandé par l'ARS, ferait...économiser à celui-ci environ 2 millions d'euros par an !

L'ARS, de son côté, prétend que les médecins de garde qui officient les week-end et la nuit, doivent être inscrits au tableau de garde, régulé par le SAMU, ce qui n'est pas le cas de certains médecins d'après le même audit. Cette pratique générerait un surcoût de facturation de 1,2 million d'euros et ce serait pour tenter d'y mettre un terme que l'ARS

incite les patients à passer systématiquement par le « 15 » avant de se rendre à SOS médecins ou à rester chez eux en attendant leur médecin traitant.

Ce qui est certain dans cette bagarre sur fond de misère de l'hôpital public c'est que la décision de l'ARS n'est pas motivée par le souci d'améliorer la prise en charge des patients car aucun moyen supplémentaire n'est prévu pour renforcer les équipes du SAMU ou dans les hôpitaux.

Au contraire, les suppressions des lits et de certains services décidées par l'ARS et la direction du CHU depuis plusieurs années, n'ont fait que dégrader les services de santé à La Réunion.



## Substances chimiques toxiques : vous en reprendrez bien un peu...

La Commission européenne a reporté pour la deuxième fois l'adoption de son plan d'interdiction de 7 000 substances chimiques toxiques à la fin de l'année 2023. Pour nombre de journalistes et d'associations, il s'agit d'un enterrement pur et simple.

Ces dernières années, de nombreux scandales ont éclaté concernant les poisons fabriqués par les trusts de l'industrie chimique, comme le bisphénol A. D'après l'Agence européenne pour l'environnement, 74 % des 300 millions de tonnes de marchandises chimiques produites en Europe sont dangereuses pour la santé et l'environnement. Les phtalates, bisphénols, parabens, éthers de glycol, etc. sont présents partout : dans les jouets, biberons, tétines, emballages alimentaires, vêtements, meubles, appareils électroménagers, produits d'entretien... Pire encore, un cinquième de ces substances chi-

miques sont classées potentiellement cancérigènes, mutagènes et toxiques.

Face à l'émotion que sa décision suscite, la Commission européenne avait fait mine de taper du poing sur la table, d'où ce plan d'interdiction. Mais, d'après UFC-Que choisir, il n'aurait sans doute pas changé grand-chose, car la Commission n'avait prévu que très peu de moyens de la contrôler et la faire appliquer.

Si limité que soit ce plan, il était quand même trop contraignant pour les trusts européens de la chimie, comme Bayer ou BASF. Ceux-ci ont donc informé la Commission qu'il fallait arrêter tout de suite le projet. Pour justifier le report, celle-ci a alors agité comme d'habitude le chiffon rouge de la guerre en Ukraine, qui « fait peser des charges supplémentaires sur la compétitivité de l'industrie », comme l'a déclaré Thierry Breton, le commissaire euro-

péen à l'Industrie. Et voilà comment le « pacte vert pour l'Europe » se fracasse contre les intérêts des industriels.



## Macron contre les immigrés : un pas de plus vers la droite

**Du ministre de l'Intérieur à différents élus LR ou RN, en passant par des commentateurs de la télévision racistes, chacun s'est acharné contre les immigrés sans papiers après la mort de la jeune Lola.**

Macron a tenu lui aussi à faire entendre son couplet contre l'immigration illégale lors de son interview télévisée du 26 octobre. Il a commencé par énoncer des statistiques disant qu'à Paris plus de la moitié des faits de délinquance « viennent de personnes qui sont des étrangers soit en situation irrégulière, soit en attente de titres ». De quelles sources a-t-il tiré ces chiffres ? A priori, sans surprise, elles proviendraient de... Darmanin ainsi que de l'ex-préfet Lallement ! Mais, contrairement à ce que ces gens-là voudraient faire croire, bien loin d'être des violences envers des personnes, la plupart des délits imputés à ces étrangers sont justement le fait d'être des étrangers, qu'ils soient sans papiers ou en attente de régula-



risation de leur situation.

Dans la foulée, Macron s'est engagé à accélérer les expulsions de personnes en situation irrégulière. Voici qui ressemble fort à un clin d'œil vers la droite, en particulier vers les Républicains, pour mettre en évidence la proximité des deux par-

tis. N'ayant pas obtenu une majorité absolue aux dernières élections législatives, Macron a besoin d'alliés. Il n'est pas gêné de les chercher parmi les plus réactionnaires et de joindre ainsi sans vergogne sa voix à ceux qui propagent les propos mensongers et racistes.

## Grève pour les salaires à Reunilab

Jeudi 3 novembre les 200 salariés des 29 laboratoires Reunilab de l'île ont décidé de se mettre en grève pour une augmentation de salaire de 100 euros net ainsi que pour le maintien du versement de la prime Macron de 3000 € et de la prime de fin d'année de 3000 €.

Ils réclament en plus l'octroi de deux jours de congés supplémentaires en cas d'enfants malades ou de décès de proches comme y ont droit les salariés d'INOVIE, le groupe mé-

tropolitain qui a récemment racheté Reunilab.

Les affaires de la direction d'INOVIE à La Réunion se portent à merveille puisqu'elle aurait réalisé 14 millions de bénéfices en 2021, tandis qu'INOVIE au niveau national réalise un chiffre d'affaire en hausse constante ces dernières années d'un milliard 300 millions d'euros en 2021, soit 20 % de toute l'activité de biologie médicale nationale avec 7600 salariés. Cette entreprise brasse

tellement d'argent qu'elle rachète chaque année de nouvelles entreprises en Afrique, au Moyen-Orient et dans les DOM.

Ses actionnaires ne sont pas mus par le souci de soigner les populations, mais par celui de réaliser le maximum de profit possible sur le dos de leurs salariés.

Les grévistes de Reunilab ont donc bien raison de ne pas se laisser faire et d'exiger que leurs salaires soient alignés sur la hausse des prix !

## Ça bouge à La Poste de Saint-Benoît !

Ce jeudi, les postiers des agences du secteur de Saint-Benoît ont déclenché la grève. 15 agents sur 27 ont quitté leur guichet pour exprimer leur mécontentement de la réorganisation décidée par leur direction et qui concerne notamment les horaires.

Les grévistes revendiquent également des embauches pour mettre un coup de frein à la précarité grandissante que subit la majorité du personnel soit en CDI mais non fonctionnaire, soit sous contrat CDD ou intérimaire.

Il faut plus d'agents dans les bureaux et plus de facteurs sur les tournées !

Les postiers dénoncent la dématérialisation des opérations qui est un



prétexte pour la suppression de postes alors qu'à La Réunion 14 % de la population est illettrée !

Les postiers en ont ras-le-bol de travailler dans des conditions qui se dégradent et pour des salaires au ra-

bais alors que La Poste a annoncé 2 milliards de bénéfices en 2021 qui...ruissellent vers le haut !

Les augmentations de salaires ne sont pas encore formulées mais les grévistes y pensent sérieusement !

## Service à la personne à La Réunion, rien n'est réglé pour les salariés

En octobre, la CCIR, la Région, le Département et la DEETS ont organisé une grande table ronde sur la structuration du secteur de l'Aide à la Personne et la Fedesap, la fédération patronale de ce secteur d'activité. Rien que du « beau monde », exploités de salarié(e)s et financeurs publics, mais pas de représentants des travailleurs sans qui, pourtant, pas une intervention n'est possible auprès des bénéficiaires !

Nos « grands décideurs » ont esti-

mé que le « secteur était porteur ». Traduisez qu'il est juteux pour tous ces requins qui s'engraissent sur le dos des salariés de l'aide à la personne.

En effet les quelques 28 000 salariés du secteur (et les 5000 supplémentaires attendus dans les prochaines années) travaillant dans le département continuent à être payés à coup de lance pierre, ne sont toujours pas remboursés intégralement de leurs frais de transports. Ils n'ont,

pour la plupart, même pas eu droit à La Réunion, à l'augmentation accordée par le gouvernement à ce personnel !

C'est bien pourquoi les aides à la personne n'ont rien à attendre de ces « tours de table » où ils n'ont même pas droit au chapitre, mais tout par contre de leurs mobilisations collectives et de la colère qu'ils pourraient bien faire entendre à nouveau à ces beaux parleurs institutionnels !

## ÉTATS-UNIS – CHINE

### L'escalade guerrière de l'impérialisme américain

**La presse occidentale multiplie les reportages et les articles sur la puissance militaire chinoise, en plein développement, et qui serait capable de supplanter celle des États-Unis.**

Toute cette propagande n'est pas sans rappeler celle sur la puissance de Saddam Hussein avant l'invasion de l'Irak en 2003. En présentant la Chine comme l'agresseur face à un occident « démocratique » qui serait dans une position de défense, il s'agit de préparer l'opinion à une guerre éventuelle.

Les États-Unis disposent en réalité d'un budget militaire trois fois supérieur à celui de la Chine, et d'une armée incomparablement plus moderne. Ils comptent bien garder une longueur d'avance, en témoigne le

récent embargo américain sur les puces de haute technologie. L'armement ne fait pas tout. Ainsi l'impérialisme américain dispose de 800 bases déjà opérationnelles à travers le monde, avec 200 000 hommes, tandis que la Chine n'en a qu'une, à Djibouti. Et l'impérialisme américain peut aussi compter sur nombre d'alliés, comme l'Australie, le Japon, mais aussi de pays comme la France et le Royaume-Uni qui ne manqueraient pas de se joindre à lui dans le cas d'un conflit majeur.

À l'image de la Russie, la Chine est une puissance disposant d'un État suffisamment fort pour se développer en relative indépendance des États-Unis. La préoccupation de l'impérialisme américain est d'endiguer ce développement pour qu'il ne dépasse

pas ce qui peut être acceptable et profitable pour la bourgeoisie américaine. C'est pour exercer cette pression politique et militaire que des navires américains, mais aussi français et anglais patrouillent régulièrement au large des côtes chinoises depuis 2015. Taïwan, dont les relations avec les États-Unis s'étaient distendues dans les années 1970 au profit du réchauffement avec Pékin, est de nouveau utilisé pour avertir les dirigeants chinois des limites à ne pas dépasser.

Les dirigeants de l'impérialisme occidental ont besoin de présenter la Chine comme l'agresseur. Mais leur souci est d'abord d'assurer leur domination sur le monde et de préparer leur propre opinion à la guerre pour la défendre.

## QATAR

### Après l'exploitation, l'expulsion

Des milliers d'ouvriers étrangers des chantiers de construction de la Coupe du monde de football au Qatar ont été expulsés de leurs logements durant la dernière semaine du mois d'octobre, pour faire de la place aux supporteurs à venir.

Pour construire les infrastructures nécessaires, les nouvelles routes, un nouvel aéroport, un réseau ferroviaire sur mesure et sept nouveaux stades, ces milliers d'ouvriers ont été contraints de travailler durant des mois dans des conditions infernales, parfois jusqu'à dix-huit heures par jour, à des températures frôlant les 50 degrés, en n'ayant accès qu'à une eau douteuse, et sans même la garantie d'être payés pour leur travail. Et cela sans parler des morts d'épuisement et des nombreux accidents du travail dans les chantiers. Dans un rapport



Sur un des chantiers du Mondial 2022 au Qatar

publié en août 2022, l'ONG Amnesty International affirmait : « Plus de 15 021 personnes non qataries – de tous âges et de toutes professions – étaient mortes entre 2010 et 2019 » dans le pays.

Le 27 octobre dernier, les autorités du Qatar ont fait évacuer des immeubles de la capitale, Doha, où logeaient des travailleurs étrangers. Dans un bâtiment qui abritait 1 200

personnes dans le district d'Al Mansoura, les habitants ont été sommés de partir dans un délai de deux heures.

Une ignominie de plus dans l'organisation de cette compétition qui a déjà rapporté des milliards aux grands groupes du BTP, au prix de la vie et de la santé de ces centaines de milliers de travailleurs.

## Bolsonaro s'en va, la crise reste

Le deuxième tour de la présidentielle brésilienne le 30 octobre a donné la victoire à Lula : 50,9 %, contre 49,1 % à Bolsonaro. Cet écart représente un peu plus de 2 millions de voix.

Au premier tour, 6 millions de voix séparaient les deux candidats. Le nombre d'abstentions étant resté stable, Bolsonaro a donc beaucoup plus progressé que Lula.

Bolsonaro a finalement déclaré qu'il respecterait la Constitution. Quoiqu'il en soit, cette élection a montré une division profonde dans l'opinion, ainsi qu'une perte des repères dans les milieux populaires qui jusqu'ici opposaient gauche et droite.

Bolsonaro ne fait pas l'unanimité chez les bourgeois puisqu'on a vu

l'équivalent brésilien du Medef et le syndicat des banquiers faire campagne contre lui. Mais ce représentant de l'extrême droite raciste et antiouvrière a gagné des appuis solides dans les classes populaires.

Lula est un politicien professionnel. Il a déjà gouverné huit ans en s'appuyant largement sur des sénateurs et des députés de droite et en collaborant avec des gouverneurs d'États de droite. Une partie de ces élus sont en train de tourner casaque, tel le président de la Chambre des députés, pourtant allié de Bolsonaro.

Sans doute, pour le moment au moins, Lula n'a rien à craindre non plus des dirigeants des grandes puissances, avec lesquels il voudrait entretenir de bonnes relations. Biden,

Macron et Poutine lui-même l'ont félicité.

Les vrais grands problèmes qu'aura à affronter Lula sont les conséquences de la crise économique mondiale, la récession, le recul du commerce et des exportations. Malgré cette crise, la bourgeoisie exige le maintien de ses profits, contre les travailleurs qui luttent pour empêcher la dégradation de leurs conditions de vie.

Dans la crise, Lula ne sera pas du côté des travailleurs, il ne les protégera pas non plus de l'armée et de l'extrême droite, qui se sont renforcées et se tiennent en embuscade.

TF1 Info



## ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €  
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



## Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 227 (novembre 2022):

- **Grèves et manifestations:** la contestation ouvrière doit s'élargir
- **Révolte en Iran:** quelles perspectives et quelle direction ?
- **Italie:** Meloni, nouveau visage de la réaction
- **Haïti:** protestations populaires et gangs armés
- **Zone industrielle de Yopougon en Côte d'Ivoire:** un mouvement de grève inédit qui en appellera d'autres
- **Qatar:** exploitation féroce et contrats mirobolants à l'ombre de la dictature
- **États-Unis:** le droit à l'avortement remis en cause
- **L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine**

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.